

CASSER LE GAULLISME...

La grève des mineurs a dominé la vie politique de ce pays ces deux derniers mois. Il appartient à nous anarchistes, de dégager de ces faits, une politique suivie et cohérente. Il est bien certain que la grève des charbonnages est une étape importante, qu'elle marque un tournant décisif dans l'évolution du régime. Depuis la prise du pouvoir par le général De Gaulle en mai 1958, jamais celui-ci n'eut à faire face à une aussi forte opposition, jamais son règne ne fut plus fortement compromis. Le putsch d'avril 1961, la flambée O.A.S. qui lui succéda, ne servirent qu'à renforcer la dictature. Il aurait pu en être tout autrement de l'action conjuguée des travailleurs. Il ne faut pas être grand clerc pour avoir senti qu'une grève générale, possible fin mars, début avril eût balayé le général et sa clique.

Effectivement, personne ne croyait que le mouvement prendrait une telle importance, par sa cohésion, son unité. La grève souleva de tels problèmes, s'ouvrit vers de telles perspectives, que la satisfaction fut unanime lorsqu'un accord est enfin intervenu. Partis, syndicats, gouvernement avaient joué le feu et ils venaient de se brûler les doigts. Le voile de silence rapidement jeté par tous sur les événements en est un éloquent témoignage. Le mécontentement était profond, le besoin de changement évident, après 35 jours de grève quelle que soit la teneur des accords, l'explosion de colère était inévitable. Après la secousse, De Gaulle sort de l'ombre, et il va tenter de ressaisir l'opinion publique en développant les thèses qui lui sont chères: intérêts supérieurs de l'État, le général et le durable face au particulier et au circonstanciel. Mais les travailleurs savent à présent par où passe l'amélioration de leurs conditions d'existence. Seule la disparition du régime le plus réactionnaire de ce siècle peut apporter par les moyens qu'elle implique les éléments d'un renouveau socialiste.

Ce qu'il faut souligner c'est la faiblesse d'un régime comme celui de De Gaulle face à une force aussi puissante que celle que représente l'action spontanée des travailleurs. Ce régime, qu'il veut démocratique et qu'il baptise par la voie de ses barons «*social*» ne peut user de la répression parce que les travailleurs ne sont ni des militaires, ni des magistrats, ni des politiques. Il ne peut d'autant moins user des forces coercitives traditionnelles, que la récente épuration lui a retiré ses meilleurs serviteurs. Sa position en porte-à-faux sur la scène internationale, le freinage dans l'expansion économique, ne sont pas de nature à lui permettre de violentes réactions. Les ordres de réquisition sont restés lettres mortes. Tous ces facteurs, ne lui ont certes pas échappé et il faut être bien persuadé qu'il s'emploiera de toutes ses forces pour éviter de retomber dans une telle impasse.

Le général ne pensait pas cette grève possible, les partis et les syndicats encore moins. Lorsqu'à la faveur de la campagne électorale l'U.N.R. lança son mot d'ordre «*d'année sociale*», ce fut l'occasion pour beaucoup de retrouver de vieilles formules usées et pour les réformistes - collaborationnistes de prétendre à la fin de la lutte des classes. La grève s'est placée à contre-courant des spéculations habituelles des sphères dirigeantes et ce n'est pas son moindre mérite. Qu'on le veuille ou non le mouvement fut spontané. Et c'est parce qu'il fut spontané, qu'il prit naissance à la base, que rapidement il prit son caractère décisif. Dans chaque concession de mine, ce furent les comités locaux d'action groupant les syndiqués ou organisés qui organisèrent la grève et rendirent totale l'unité des travailleurs au combat. Il est tout de même important de rappeler que 15 jours après le début de la grève un Comité Central à l'échelon des fédérations syndicales n'avait pas encore pu être constitué dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Politiquement la grève nous l'avons dit, a marqué un tournant. L'O.A.S. c'était une montagne qui avait accouché d'une souris. Nous avons la preuve que De Gaulle ne peut tomber que sous la poussée coordonnée du prolétariat. La vanité des prétentions sociales du gouvernement éclate au grand jour. Ce que des castes ou des groupements essentiellement politique ne peuvent obtenir, est possible pour les travailleurs dans le cadre de leurs organisations naturelles ou au-delà si celles-ci persistent dans leur incapacité. Tout comme lors du dernier référendum et des élections, les partis furent dans l'impossibilité de saisir l'occasion qui se présentait à eux. Est-il nécessaire d'insister sur la lamentable comédie de ces politiciens quelle que soit leur origine, qui tentaient au plus fort de la grève de se rattacher au mouvement. La faillite de ces derniers est totale et ils ne furent pas les moins soulagés de l'issue finale qu'ils contribuèrent de toute leur force à précipi-

ter. Mais direz-vous, pourquoi refuser ce qui semblait être dans leurs intentions, parce qu'ils savaient n'avoir rien à attendre d'un mouvement dont l'origine d'abord, le contrôle ensuite leur échappait. Ils se savaient dépassés, débordés, par ce mouvement. Aussi le mot d'ordre de grève générale ne fut-il jamais prononcé. Les syndicats adoptèrent d'ailleurs une position sensiblement identique, encore que moins tranchée.

Cela tient d'abord à la nature de l'organisation syndicale, à son caractère fédéraliste, qui laissent bon gré, mal gré, une certaine autonomie aux fédérations et aux syndicats. Ce qui est important c'est que la grève générale était non seulement possible mais encore souhaitée par la grande majorité des travailleurs. Au lieu de lancer tout le secteur public et le secteur nationalisé dans une action franche et efficace comme celle des mineurs, c'est-à-dire une grève illimitée, l'action se limita à des arrêts de travail de courte durée dont tout le monde sait qu'ils sont impopulaires non seulement de l'ensemble des travailleurs, mais aussi de ceux qui sont appelés à les appliquer. De l'extérieur il a semblé que le principal souci des confédérations était d'empêcher un mouvement unitaire et toujours pour la même raison, car ils avaient conscience qu'une grève générale menait le gaullisme à sa perte et sans vouloir les suspecter de sympathie au général, il est bien certain que la peur du vide de l'aventure après le départ de celui-ci l'emportait sur leur devoir le plus élémentaire. Dans la mesure où les centrales syndicales ont abandonné toutes aspirations révolutionnaires, leur attitude est conséquente de leur position.

Ce qui est plus grave c'est la facilité avec laquelle, partis, syndicats et aussi certains syndicalistes ont condamné la révolte ouverte des mineurs et leur refus de reprendre le travail. Il est certainement vrai que des agitateurs et des provocateurs aux ordres du gouvernement ont essayé de tirer un profit du brutal mécontentement des grévistes, encore que ce soit donner à De Gaulle des moyens qu'il ne possède peut-être pas. On ne fait pas en 1963, 35 jours de grève en limitant ses objectifs à quelque 10% d'augmentation de salaire, pas plus que pour 15 ou 20%. La nature du régime directement lié à l'exploitation des travailleurs apparaissait si clairement que seule la chute de De Gaulle pouvait être le juste prix de tant de misères accumulées.

Il faut en effet voir et comprendre la colère des mineurs dirigée contre leurs responsables syndicaux, qu'ils estimaient malgré tout, comme la naturelle manifestation de ceux qui se sentent incompris. Tous les mineurs vous le diront ce qu'ils reprochent aux délégués c'est moins le compromis des accords que d'avoir douté d'eux. Alors le divorce entre les appareils et les masses apparaît nettement, l'incompréhension s'affirme totale.

Rappelons ce qu'a déclaré notre camarade Menu aux mineurs qui refusaient de reprendre le travail: *«Mais si vous continuez la grève alors c'est la révolution»*. Le pays dira-t-on, n'était pas prêt. Mais, parbleu, les circonstances ne sont jamais favorables et d'espérer l'impossible, empêche de voir la réalité. L'hypothèque du mythe gaulliste était levée, un grand mouvement populaire était possible. Et les partis, dites-vous? Justement sans les partis et malgré les appareils syndicaux.

Nous devons conclure. Un point est pratiquement acquis. La popularité de De Gaulle a vécu. Une action menée contre lui, parce qu'il est éloquentement représentatif d'un système d'exploitation où le capitalisme revêt les formes d'un paternalisme dépassé est possible; la haine du gaullisme entre dans les mœurs. Il est de notre devoir de tout mettre en œuvre pour dresser les travailleurs contre son État, de démontrer qu'il ne peut y avoir d'avantages définitivement acquis, d'émancipation possible, de dignité retrouvée tant que le vieillard et sa clique de jouisseurs resteront en place.

La voie tracée par nos camarades mineurs nous prouve que la lutte contre le gaullisme sous-entend une prise de conscience dans le prolétariat, de nature à redonner une pensée authentiquement socialiste et révolutionnaire au mouvement ouvrier de ce pays. Nous anarchistes, devons dans la lutte quotidienne contribuer à cette prise de conscience, par une action déterminée et violente contre le potentat.

Henri SERRES-COUSINÉ.
